

# *Sfdi* Bureau des jeunes chercheurs

## **Lettre du réseau des Jeunes Chercheurs de la SFDI**

Chers membres du réseau des jeunes chercheurs,

Cette quatrième lettre a, comme les trois précédentes, pour but d'informer les membres du réseau des actualités universitaires en lien avec le droit international dans son ensemble. La plupart sont, par ailleurs, indiquées sur le site web de la SFDI, à laquelle les liens ci-dessous renvoient souvent.

Rédigée par les membres du Bureau des jeunes chercheurs, cette lettre demeure ouverte et participative. Vous avez été plusieurs à répondre aux premières lettres en nous envoyant adresses de blogs et références à inclure, nous vous en remercions beaucoup. N'hésitez pas non plus à vous manifester si vous souhaitez participer à l'une des rubriques de cette lettre chaque mois. Nous manquons notamment d'une veille de jurisprudences nationales !

L'entraide étant notre moteur, nous comptons sur votre vigilance à toute épreuve pour nous trouver l'arrêt auquel nous n'aurions pas pensé, l'article que nous n'aurions pas repéré et la date d'une soutenance de thèse tant espérée.

En vous souhaitant une bonne lecture,

Bien cordialement,  
Le BJC

### **Nouvelles du réseau**

- Le colloque annuel de la SFDI, qui aura lieu à l'université de Strasbourg du 28 au 30 mai 2015, portera sur le thème "Le précédent en droit international". Il sera précédé, comme le veut dorénavant la coutume, de deux demi-journées d'études réservées aux jeunes chercheurs.

- Nous tenions à vous remercier pour vos réponses en vue de l'organisation des deux demi-journées d'étude des jeunes chercheurs ; néanmoins, au regard du nombre insuffisant de candidatures à ce jour, **nous avons décidé d'allonger le délai de réponse pour la journée « Le précédent international devant les juridictions internationales et régionales » du jeudi 26 mars 2015 à l'Université de Strasbourg. Vous avez donc jusqu'au 11 mars prochain pour nous envoyer vos contributions.**

- La liste de qualifiés aux fonctions de Maître de Conférences en Droit public est accessible. Cette année 22 thèses ont pour sujet le droit international au sens large. Bravo à tous les qualifiés !

---

### **Publications de blogs juridiques en rapport avec le droit international**

N'hésitez pas à nous transmettre les liens d'autres blogs ou sites proposant un contenu en droit international !

\*\*\*

*Sentinelle, la page hebdomadaire d'informations internationales*

- Bulletin 424 du 1<sup>er</sup> mars 2015

\*\*\*

MULTIPOL - Réseau d'analyse et d'information sur l'actualité internationale

La Chambre d'appel de la CPI confirme la décision d'acquittement dans l'affaire Ngudjolo Chui, par Catherine Maia, 27 février 2015

Rapport : Amnesty International, Rapport 2014/2015 : la situation des droits humains dans le monde, par David Roy, 26 février 2015

Ouvrage : D. Scalia, Droit international de la détention : des droits des détenus aux devoirs des Etats, par Damien Scalia, 25 février 2015

\*\*\*

*La lettre « Actualités Droit-Libertés » (ADL) du CREDOF*

« Un encadrement cosmétique du renvoi des mineurs étrangers arbitrairement rattachés à des adultes accompagnants », par Camille Escuillié, 27 février 2015

« L'avis 2/13 de la CJUE complique l'adhésion de l'Union européenne à la CEDH », par Athanase Popov, 24 février 2015

« Cour européenne des droits de l'homme : De l'art de la résilience juridictionnelle », par Nicolas Hervieu, 16 février 2015

\*\*\*

*Chroniques internationales collaboratives*

« D'où vient l'argent de l'Etat Islamique ? », par Charles Brozille, 2 mars 2015

« Boko Haram et la Cour pénale internationale », par Elise Le Gall, 23 février 2015

« Le procès d'Hissein Habré en débat à Saint-Louis (Sénégal) », par Rym Soussi, 20 février 2015

\*\*\*

*Centre de droit international de l'ULB*

« Inglorious Basterds (Quentin Tarantino, 2009) : De l'inapplicabilité du droit des conflits armés ratiōne cinemae », par Michel Erpelding, 27 février 2015

« Civilization V : le droit international peut-il être ludique ? », par Nabil Hajjami, 26 février 2015

« S.A.S. La résolution 687 : à la rencontre du droit international... », par Laurent Weyers, 25 février 2015

« Clash à l'Institut de droit international : Washington Bullets et le principe de non-intervention », par Olivier Corten, 24 février 2015

\*\*\*

*Internationanimals*

Hugo Grotius and the animals, par Vincent Chapaux, 26 février 2015

Protecting non-human culture – International law goes a step further, par Vincent Chapaux, 19 février 2015

\*\*\*

*Avec la contribution de Vinc Okila*

*EJIL: Talk! - Blog of the European Journal of International Law*

« The Palestinian Authority Jury Award: Implications on Liability of Non-States and Damages for Psychological Harm », par Solon Solomon, 26 février 2015

« Anti-Fragmentation Strategies: the Curious Case of the EU and World Trade Law », par Gregory Messenger, 20 février 2015

« The Budapest Memorandum and Beyond: Have the Western Parties Breached a Legal Obligation? », par Thomas D. Grant, 18 février 2015

\*\*\*

*QIL : Questions of International Law,  
Questions de Droit International, Questioni di Diritto Internazionale*

“Towards an Asylum Law of armed conflicts? The Diakité judgment of the Court of Justice of the European Union and its implications”, par Marco Pertile, 16 février 2015. Sur le même objet, le même jour : Claudio Matera ([ici](#)) et Alessandro Bufalini ([ici](#))

\*\*\*

*EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law*

“THE AG’S OPINION ON THE OUTRIGHT MONETARY TRANSACTIONS CASE”, 27 février 2015

\*\*\*

*International Law Blog*

“Effective reparation for breaches of fair trial (Article 6 ECHR): The Italian experience”, par Daria Sartori, 23 février 2015

“The Framework of Analysis for Atrocity Crimes and the Harmonisation of the UN Actions to Protect Civilians”, par Stefano Marinelli, 16 février 2015

\*\*\*

*International Law Studies*

“The Earthly City Must Hold Violence in Check”, par Kate Roberts, 16 février 2015

“Just War Influence”, par Nick Gargano, 16 février 2015

\*\*\*

*IntLawGrrls*

“The Troubling Silence Surrounding Human Trafficking and the Conflict in Ukraine”, par Kaitlin M. Ball, 25 février 2015

“The Prince, his mistress and his lovechild – a feminist perspective on the Couderc and Hachette Filipacchi Associés v. France Grand Chamber referral”, par Nani Jansen, 17 février 2015. Sur le même objet, lisagormleyn16 ([ici](#)), 16 février 2015

\*\*\*

*Just Security*

“End of war=end of detention? Taliban detainee files renewed habeas petition”, par Marty Lederman, 28 février 2015

Recap of Recent Posts at Just Security (Feb 21–27), par Megan Graham, portant sur divers sujets tels que: l'autorisation du recours à la force militaire contre l'État islamique, Surveillance et confidentialité, détention et procès, torture, lutte contre l'extrémisme, l'asile et les crimes de guerre.

\*\*\*

*leiden law blog*

“Security Assumptions (le PNR européen et la lutte contre le terrorisme)”, par Tim Dekkers, 24 février 2015

“No Genocidal Intent Proven In Croatia v. Serbia: The Value of “Easy” Cases In Post-Conflict Justice”, par Jens Iverson, 17 février 2015

\*\*\*

*MJIL Blog – Blog of Michigan journal of international law*

“Environmental Criminal Tribunals: Providing a Voice to The World”, par Emily Rutkowski, 1er mars 2015

“The P5: An Abuse of Power”, par Melanie Capuano, 25 février 2015

“Rana Plaza and the True Price of Fashion”, par Neha Khandhadia, 21 février 2015

“Financing India’s Solar Energy Infrastructure”, par Divya Taneja, 20 février 2015

“Mother May I (Hit Back)? ” (La légalité des négociations avec des groupes terroristes), par un anonyme, 19 février 2015

\*\*\*

*Opinio Juris*

“Guest Post: The Mirage of Hybrid Justice in Africa?”, par Patryk Labuda, 1er mars 2015

“U.S. May Let Go of Accidental Americans (Eliminating Tax Hurdle to Renunciation)”, par Peter Spiro, 20 février 2015

“A Global Cyber Federation? Envisioning a Red Cross Movement in Cyberspace”, par Duncan Hollis, 18 février 2015

“Guest Post Part I: The Chilcot Inquiry–The Publication Saga of an Official History”, et Part II (interrelation entre droit et politique dans le discours officiel de l'Etat britannique en

matière de recours à la force armée), par Charlotte Peevers, respectivement le 17 et 18 février 2015

“The Absence of Practice Supporting the “Unwilling or Unable” Test” (Légitime défense en cas d’attaque armée non-étatique), par Kevin Jon Heller, 17 février 2015

“Important New Terrorist Financing Resolution Passed by Security Council”, par Kristen Boon, le 16 février 2015

\*\*\*

*OUPblog*

*Oxford University Press's Academic Insights for the Thinking World*

“International copyright: What the public doesn’t know”, par Jörg Reinbothe, 24 février 2015

“Why has France banned surrogate motherhood?”, par Claire Legras, 23 février 2015

\*\*\*

*SIDIBlog - il blog della società italiana di diritto internazionale*

“Full-fledged citizens vs. citizens on probation in France. On the Conseil constitutionnel judgment relating to deprivation of nationality”, par François-Xavier Millet, 23 février 2015

\*\*\*

*Spreading the Jam*

“A Commentary on The ICJ Croatia v. Serbia Genocide Case (part I): Some thoughts on an Anti-Climatic Result”, et “(part II): Judge Cancado Trindade’s dissent and thoughts on natural justice”, par Dov Jacobs, respectivement le 16 et 17 février 2015

\*\*\*

*Travaux: The Berkeley Journal of International Law Blog*

“A New Approach to U.S. Development Assistance in Central America: Lessons from El Salvador”, par Aaron Voit, 23 février 2015

\*\*\*

*Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler\*innen*

“Many presumptions and no guarantees: Preliminary observations on Shepherd C-472/13”, par Valentin Jeutner, 27 février 2015

## **Dernières jurisprudences en rapport avec le droit international**

*Nous tenions à remercier les diverses personnes s'étant portées volontaires pour assurer le suivi de certaines jurisprudences et sommes toujours à la recherche d'autres, notamment auprès des juridictions internationales, mais également des juridictions internes d'autres États. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez proposer votre aide, toute volonté est la bienvenue.*

### **CEDH (arrêts d'importance 1)**

*Avec la contribution de Charlotte Blanc-Fily*

Affaire Phostira Efthymiou et Ribeiro Fernandes c/ Portugal, 5 février 2015 (Convention de la Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants – Vie privée et familiale – Intérêt supérieur de l'enfant – Demande de retour de l'enfant dans son pays d'origine – Autorité parentale – Violation conditionnelle de l'article 8 de la Convention en cas de séparation de la mère et de l'enfant et de renvoi de l'enfant dans son pays d'origine).

Affaire N.M. c/ Roumanie, 10 février 2015, n°75325/11 (Droit des étrangers - Conditions de détention d'un ressortissant afghan - Placement dans un centre de détention pour étrangers avant expulsion du territoire – Lutte contre l'immigration clandestine – Interdiction des traitements inhumains et dégradants – Dignité humaine - Convention de Genève sur le statut des réfugiés – Minimum de gravité – Non-violation de l'article 3 de la Convention européenne).

Affaire M.T. c/ Suède, 26 février 2015, n°1412/12, uniquement en anglais (Non-violation conditionnelle de l'article 3 de la Convention en cas de renvoi vers le Kirghizstan – Demande d'asile – Contrôle des flux migratoires - Traitement médical inadapté dans le pays de renvoi – Risque de dégradation de la maladie en cas de renvoi – Absence de conditions humanitaires impérieuses).

Affaire Khalikov c/ Russie, 26 février 2015, n°66373/13, uniquement en anglais (Violation de l'article 3 de la Convention en cas de renvoi vers l'Ouzbékistan – Demande d'extradition – Risque de subir des traitement inhumains et dégradants dans le pays de renvoi – Risque de persécutions dans le pays de renvoi – Rapports d'organisations internationales sur l'état des violences envers les opposants politiques et certains groupes religieux).

### **CIRDI**

*Avec la contribution de Vincent Béliet*

Philip Morris Brand Sàrl (Switzerland), Philip Morris Products S.A. (Switzerland) and Abal Hermanos S.A. (Uruguay) v. Oriental Republic of Uruguay (ICSID Case No. ARB/10/7) Procedural Order No. 3 (February 17th, 2015) (Registered : March 26th, 2010 / Constituted : March 15th, 2011)

## **CJUE**

*Avec la contribution de Miguel Nicolas*

### Arrêt C-249/13, Khaled Boudjlida/Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Précision sur le droit d'être entendu des ressortissants des pays tiers en situation irrégulière. Une décision de retour à l'encontre d'un ressortissant d'un pays tiers en situation irrégulière nécessite l'obligation que celui-ci soit entendu. Cela a comme objectif de permettre au ressortissant de s'exprimer sur la légalité de son séjour ainsi que des conséquences en découlant.

### Avis 2/13

Par cet avis, la Cour se prononce sur le projet d'accord sur l'adhésion de l'Union européenne à la CEDH. Elle conclut qu'il n'est pas compatible avec les dispositions du droit de l'Union. La Cour justifie sa décision, par le fait qu'un certain nombre de problèmes juridiques n'ont pas été résolu par le projet d'adhésion.

### Arrêt T-197/13, Marques de l'État de Monaco/OHMI

Selon le tribunal, il y a un défaut de caractère distinctif de la marque Monaco. Cela résulte en outre du caractère descriptif de la marque Monaco, car celle-ci pouvait servir dans le commerce pour l'indication de la provenance ou de la destination géographique ou du lieu de prestation de services.

### Arrêt C-202/13, Sean Ambrose McCarthy et autres/Secretary of State for the Home Department

Un Etat ne peut pas déterminer des règles d'entrées sur son territoire de personnes disposant déjà d'un droit d'entrée au regard du droit de l'Union européenne, ni de leur imposer des conditions supplémentaires ou des conditions différentes de celles prévues par le droit de l'Union.

### Arrêt T-400/10, Hamas/Conseil

Annulation des Actes du Conseil maintenant le Hamas sur la liste européenne des organisations terroristes pour des motifs de procédure. Les actes sont annulés car fondés seulement sur des éléments factuels issus de la presse et d'internet. L'annulation de ces actes par le tribunal n'implique aucune appréciation de fond sur la question de la qualification du mouvement Hamas de groupe terroriste.

Il est à noter que cet arrêt fait actuellement l'objet d'un pourvoi C-79/15 P, devant la Cour.

### Arrêt T-509/11, Mohammad Makhoul/Conseil

Confirmation par le tribunal des mesures restrictives adoptées à l'égard de Mohammad Makhoul, proche de Bachar Al-Assad, suite à son inscription sur la liste des personnes visées par les mesures restrictives adoptées à l'encontre de la Syrie. Il s'est ainsi vu interdire l'entrée ou le passage en transit sur le territoire des États membres de l'Union, tandis que ses fonds et ressources économiques ont été gelés.



Conclusions de l'avocat général dans l'affaire C-62/14 Peter Gauweiler e.a./Deutscher Bundestag

Selon l'avocat général Cruz Villalón, le programme OMT est compatible avec le TFUE, à condition que, dans l'hypothèse où il en serait fait application, il soit mis en œuvre dans le temps de façon à permettre effectivement la formation d'un prix de marché des titres de dette publique.

**CPI**

*Avec la contribution d'Aurore Stephan*

CPI, ICC-02/05-03/09, Situation au Darfour, Soudan, Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain, 3 mars 2015, Judgment on the appeal of Mr Abdallah Banda Abakaer Nourain against Trial Chamber IV's issuance of a warrant of arrest

La Chambre d'appel a rejeté l'appel interjeté par Abdallah Banda à l'encontre de la décision de la Chambre de première instance IV remplaçant la citation comparaître par un mandat d'arrêt l'absence de garantie quant à une comparution volontaire de l'accusé à son procès. Elle rejette l'argumentation de l'accusé selon laquelle il aurait dû avoir une occasion additionnelle de présenter des observations sur l'opportunité de remplacer la citation à comparaître par un mandat d'arrêt. Elle estime qu'il n'est pas démontré que la décision de la Chambre de première instance aurait été significativement différente de celle rendue. Abdallah Banda est accusé de trois chefs de crimes de guerre qui auraient été commis lors d'une attaque menée le 29 septembre 2007 contre la Mission de l'Union africaine au Soudan.

CPI, ICC-01/04-01/06, Situation en République démocratique du Congo, Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo, 3 mars 2015, Judgment on the appeals against the "Decision establishing the principles and procedures to be applied to reparations" of 7 August 2012 with AMENDED order for reparations

Dans cet arrêt relatifs aux appels interjetés contre la Décision fixant les principes et procédures applicables en matière de réparation rendue par la Chambre de première instance I dans l'affaire Thomas Lubanga Dyilo, la Chambre d'appel a établi les éléments minimums nécessaires requis aux fins d'une ordonnance de réparation ainsi que les principes régissant les réparations accordées aux victimes. Elle a notamment estimé qu'aucune erreur n'avait été commise dans la décision d'accorder uniquement des réparations à titre collectif et non à titre individuel, mais que toutes les victimes des crimes, qu'elles aient ou non participé à la procédure devaient être en mesure de participer à ces réparations. Elle a également conclu que l'ordonnance de réparation devrait établir la responsabilité personnelle de la personne déclarée coupable à l'égard des réparations ordonnées et que, si le Fonds aux profits des victimes avançait les fonds pour mettre en œuvre les réparations, il pourrait en demander le remboursement à une date ultérieure à Thomas Lubanga Dyilo. Ce dernier a été condamné à 14 ans d'emprisonnement en raison de la commission de crimes de guerre consistant à avoir procédé à l'enrôlement et à la conscription d'enfants de moins de 15 ans.

CPI, ICC-01/04-02/12-271, Situation en République Démocratique du Congo, Le Procureur c. Mathieu Ngudjolo Chui, 27 février 2015, Judgment on the Prosecutor's appeal against the decision of Trial Chamber II entitled "Judgment pursuant to article 74 of the Statute"

La Chambre d'appel a confirmé la décision de la Chambre de première instance II du 18 décembre 2012 acquittant Mathieu Ngudjolo Chui de trois chefs de crimes contre l'humanité et sept chefs de crimes de guerre. Elle a estimé que la Chambre de première instance avait correctement appliqué le standard de preuve défini par le Traité de Rome. Elle a en outre conclu que cette dernière avait commis des erreurs de procédure en refusant l'accès au Procureur certains rapports, mais elle a décidé que ces erreurs n'ont pas réellement affecté le résultat de la décision d'acquiescement. Deux juges ont toutefois estimé dans leur opinion dissidente commune que la Chambre d'appel aurait dû modifier ou annuler la décision de la Chambre de première instance. M. Ngudjolo est en liberté depuis le 21 décembre 2012.

---

### **Activités du Conseil de Sécurité des Nations Unies**

Résolution S/RES/2206 (2015) du 3 mars 2015 sur les Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Résolution S/RES/2205 (2015) du 26 février 2015 sur les Rapports de Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Résolution S/RES/2204 (2015) du 24 février 2015 sur la situation au Moyen-Orient (Yémen)  
Résolution S/RES/2203 (2015) du 18 février 2015 sur la situation en Guinée-Bissau

Résolution S/RES/2202 (2015) du 17 février 2015 sur la lettre par le Représentant permanent de la Fédération de Russie (Ukraine)

---

### **Prochains colloques**

Le 9 mars 2015, La dette grecque : Aspects de droit international et de droit de l'Union, Branche française de l'ILA/Collège européen de Paris, Institut de Droit Comparé

Le 13 mars 2015, Colloque sur la Palestine, Université de Nice

Le 13 mars 2015, Le rôle de la Cour européenne des droits de l'homme dans une Europe en crise, Université Paris II

Le 18 mars 2015, Demi-journée d'étude « Les grandes décisions de la jurisprudence française de droit international public », Université Paris Ouest/CEDIN

---

### **Appel à contributions**

Le 15 mars 2015, Colloque de Strasbourg de la SFDI, Université de Strasbourg

---

## **Inscription**

Le 15 mars 2015, 4<sup>ème</sup> Masterclass en droit international, Institut Max Planck (Heidelberg)

---

## **Retour sur un classique**

Nous vous proposons chaque mois de découvrir ou de redécouvrir un article ou un dossier sur un auteur. Vous pouvez bien évidemment nous faire des propositions tout au long du mois avec les références que vous souhaiteriez voir apparaître – sous réserve des droits d'auteurs et d'éditeurs.

Pour ce mois-ci, nous avons choisi :

Alain PELLET, « [Le bon droit et l'ivraie - Plaidoyer pour l'ivraie \(Remarques sur quelques problèmes de méthode en droit international\)](#) », *Mélanges Charles Chaumont*, Pedone, 1984, pp. 465-493.

Bonne lecture !